

PREFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Direction interdépartementale des affaires maritimes
Pas-de-Calais - Somme

ARRETE
portant autorisation d'exploitation de cultures marines
de la concession n° 44 N à Oye plage

Le Préfet du Pas-de-Calais
Chevalier de la légion d'honneur

- VU le code du domaine de l'Etat, notamment ses articles L28 à 33, R 53 à 57 et 146 ;
- VU le décret du 9 janvier 1852 modifié sur l'exercice de la pêche maritime ;
- VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;
- VU le décret n° 83-228 du 22 mars 1983 modifié fixant le régime de l'autorisation des exploitations de cultures marines ;
- VU l'article 29 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral ;
- VU le décret n° 93-340 du 28 avril 1994 relatif aux conditions sanitaires de production et de mise sur le marché des coquillages vivants ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais n° 041-D-2002 du 14 mars 2002 portant agrément de la SCEA « la bouchot des deux caps » en qualité de société d'exploitation en cultures marines ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 4 avril 2002 portant substitution de la concession d'élevage de moules sur bouchots n° 22 N située à Oye-plage ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 10 février 2005 portant transfert partiel après vacance de la concession d'élevage de moules sur bouchots n° 35 N située à Oye-plage ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 10 février 2005 portant transfert partiel après vacance de la concession d'élevage de moules sur bouchots n° 36 N située à Oye-plage ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 10 février 2005 portant transfert partiel après vacance de la concession d'élevage de moules sur bouchots n° 37 N située à Oye-plage ;
- VU l'arrêté du Préfet du Pas-de-Calais du 11 mai 2005 portant classement de salubrité des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;
- VU la demande d'échange et de fusion n° 21/05 déposée le 3 octobre 2006 par Messieurs Alain DAUBELCOUR, Yoan DAUBELCOUR, Geoffrey LEGRUEL et la SCEA la bouchot des deux caps ;
- VU l'avis émis par la commission des cultures marines porté au procès-verbal de sa séance du 8 novembre 2005 ;

CONSIDERANT ces échanges comme une restructuration de la zone d'élevage de moules sur bouchots de Marck et Oye plage afin d'optimiser l'exploitation des concessions accordées ;

ARRETE

Article 1er :

par voie de transfert partiel après vacance, la SCEA « la bouchot des deux caps » telle que définie par l'arrêté préfectoral du 14 mars 2002 susvisé représenté notamment par M. Pierrick GODEFROY - 22 rue des Terres - 50560 GOUVILLE SUR MER est autorisée à exploiter la parcelle désignée ci-dessous et située sur le domaine public maritime :

N° FEUILLE CADASTRALE	NUMERO MATRICULE	SUPERFICIE LONGUEUR	NATURE ESPECE	SITUATION NATURE JURIDIQUE/GESTION
N	44	6 500 M	ELEVAGE DE MOULES SUR BOUCHOTS	LITTORAL DE LA COMMUNE DE OYE PLAGE

Cette parcelle est concédée à des fins de cultures marines et aux conditions des articles 2 à 10 portant cahier des charges jusqu'à la date du 6 mai 2022.

Article 2 :

Le concessionnaire déclare bien connaître la parcelle en cause qui comporte les ouvrages décrits en annexe I et en accepter sans restriction ni réserve la jouissance en l'état où elle se trouve à la date d'effet de l'arrêté de concession.

Article 3 :

Le concessionnaire est autorisé à implanter sur la parcelle concédée les ouvrages décrits en annexe II, exclusivement destinés à permettre ou faciliter les opérations directement liées à l'exploitation des cultures marines pour laquelle est accordée la présente concession.

Des chantiers de mise en attente des naissains de moules sur cordes peuvent être installés, sous réserve d'une autorisation annuelle délivrée par le directeur départemental des affaires maritimes. Ils doivent être démontés chaque année.

La totalité des frais entraînés par l'installation ou l'édification des ouvrages autorisés décrits à l'annexe II, y compris, s'il y a lieu, les frais de démolition et/ou de modification des ouvrages existants et ceux rendus nécessaires par le raccordement éventuel desdits ouvrages à la voirie publique, d'une part, à l'accès à la mer, d'autre part sont à la charge exclusive du concessionnaire.

Article 4 : *Durée de la concession*

La concession peut être renouvelée dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 22 mars 1983 modifié fixant le régime des autorisations d'exploitation de cultures marines.

La demande de renouvellement doit être déposée SIX MOIS au moins, avant la date d'échéance.

Article 5 : *Obligations du concessionnaire*

5.1 - REGLES GENERALES

Le concessionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions réglementaires et aux dispositions d'ensemble visant la culture autorisée, intervenant dans le secteur où est situé son établissement, même si celles-ci sont mises en vigueur postérieurement au présent cahier des charges.

5.2 - Le concessionnaire est tenu d'exploiter sa concession personnellement, et exclusivement en vue de l'objet décrit à l'article 1 du présent arrêté, conformément aux conditions techniques prescrites. Toute modification de l'objet de son exploitation doit au préalable être autorisée par arrêté modificatif du Préfet du département, sur demande présentée au directeur départemental des affaires maritimes compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines.

5.3 - Toute création d'ouvrages permanents ou toute modification à ceux existants doit être autorisée par arrêté modificatif du Préfet de département sur demande présentée au directeur départemental des affaires maritimes compétent et proposition de ce dernier après avis de la commission des cultures marines. Le concessionnaire peut cependant entreprendre les travaux relatifs à l'entretien courant normal ou à la remise en état après dommage accidentel.

5.4 - Le concessionnaire supportera les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des installations, de délimitation et de balisage prévus par les dispositions de l'article 21 du décret du 22 mars 1983 modifié et de son arrêté d'application, ainsi que ceux relatifs aux installations de signalisation maritime qui seraient prescrites par le service des phares et balises, au cas où de telles installations seraient rendues nécessaires.

5.5 - Le concessionnaire demeure responsable des dommages causés de son fait ou du fait de ses mandants ou employés aux ouvrages du domaine public. Il devra en particulier procéder au renflouement et à l'enlèvement de toute épave due à ses activités dans les plans d'eaux et chenaux d'accès à ses installations.

5.6 - CONTRAINTES PARTICULIERES ET DROITS DE PASSAGE

Ceux-ci sont décrits à l'annexe III.

5.7 - DECLARATION DE PRODUCTION

Le concessionnaire est tenu de déclarer annuellement, de manière globale, la production réalisée pour l'ensemble de son exploitation selon modèle établi par le ministre chargé des cultures marines. La production prise en compte sera celle effectivement commercialisée entre le 1er juillet de l'année précédente et le 30 juin de l'année en cours. Elle concerne toutes les catégories de produits commercialisés (naissain, demi-élevage, production consommable).

De même, le concessionnaire déclare, toujours pour l'ensemble de son exploitation, le tonnage des produits non finis (naissain, produits de demi-élevage ou autre) qu'il a acquis au cours de la même période. Cette déclaration annuelle est exprimée en kilogramme.

Par « EXPLOITATION », il faut entendre l'ensemble des concessions exploitées au sein d'une même entreprise par la même personne physique ou morale.

En cas de codétention, seul le responsable de la codétention désigné par les autres codétenteurs (décret du 22 mars 1983 modifié, article 5.3) fournit une déclaration annuelle.

L'utilisation et la communication des informations contenues dans la déclaration annuelle ne pourront être effectuées que conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 6 : *Retrait de la concession prononcée par l'administration*

Par application des dispositions de l'article 15 du décret du 22 mars 1983 modifié, les autorisations peuvent être modifiées, suspendues temporairement ou retirées à tout moment, par décision motivée du Préfet de département, sans indemnité à la charge de l'Etat :

- 1°) pour défaut de paiement des redevances ;
- 2°) en cas d'infraction à la réglementation générale des cultures marines, aux clauses du présent cahier des charges ou aux dispositions du schéma des structures approuvé par le Préfet de département ;
- 3°) si l'emplacement concédé est resté inexploité ou insuffisamment exploité pendant une période de trois ans ;
- 4°) si l'établissement se trouve exposé à des causes d'insalubrité, eu égard aussi bien aux conditions relatives à la consommation humaine qu'à celles relatives à la prophylaxie zoosanitaire ;
- 5°) si le titulaire de l'autorisation n'a pas effectué le stage en cultures marines dans les deux ans à compter de la date de l'arrêté d'autorisation, lorsqu'il a pris un engagement en ce sens en application des dispositions de l'article 5.1 (4°) du décret du 22 mars 1983 modifié.

Les redevances payées d'avance par le bénéficiaire restent acquises sans préjudice du droit de poursuite du recouvrement de toute somme pouvant être due.

Dans le cas où, en application de l'avant dernier alinéa de l'article 15 du décret du 22 mars 1983, la concession est retirée décision motivée du préfet du département pour un motif d'utilité publique et notamment en cas de mise en oeuvre d'un d'utilisation de l'espace entraînant modification du secteur concerné, le concessionnaire ainsi évincé a droit pour les investissements réalisés à une indemnisation à la charge de la collectivité bénéficiaire du motif d'utilité publique, dans les conditions prévues à l'article A26 du code du domaine de l'Etat et compte tenu des éléments figurant aux tableaux annexes I et II de l'article 3 du présent cahier des charges ou éventuellement de ceux figurant dans l'arrêté modificatif intervenu comme il est prévu à l'article 5.3.

Article 7 : *Redevance domaniale*

7.1- La redevance est payée ANNUELLEMENT. Elle est révisable par application des dispositions prévues par arrêté du Ministre chargé des Domaines après avis du Ministre chargé des cultures marines et publié au Journal Officiel de la République Française. Elle est EXIGIBLE le 1er janvier de chaque année et est PAYABLE sans intérêts moratoires jusqu'au 30 juin.

LA REDEVANCE AFFERENTE A LA PREMIERE ANNEE DOIT ETRE ACQUITTEE DANS UN DELAI DE SOIXANTE JOURS à compter de la date de notification de l'acte de concession. Son montant est réduit à une fraction de la redevance annuelle correspondant au nombre de mois entiers compris entre le point de départ de la concession et la fin de ladite année, les fractions de mois étant négligées.

7.2- Dans les cas prévus à l'article 5.3 du présent cahier des charges, le montant de la nouvelle redevance est applicable.

7.3- En cas de circonstances dommageables exceptionnelles donnant lieu à intervention financière de l'Etat ou de la Région, le montant de la redevance peut être réduit par décision du Ministre chargé des domaines, prise sur proposition du Ministre chargé des cultures marines.

Cette réduction ne pourra excéder 50 % du montant de la redevance. Toutefois, en cas de dommages entraînant une interruption totale d'activité, la réduction pourra dépasser ce seuil, sans toutefois excéder 90 % du montant de la redevance.

La réduction est applicable au tarif minimum. La décision de réduction ne peut porter sur une période supérieure à un an. La réduction est calculée et imputée sur la redevance exigible le 1er janvier de l'année suivant celle où a été prise la décision de réduction. La décision de réduction ne peut donner lieu à aucun remboursement.

Article 8 : *Devenir des ouvrages et remise en état des lieux*

8.1- Hormis les cas prévus à l'article 8.2, à l'expiration de la concession fixée par l'article 1 (dernier alinéa) du présent cahier des charges, ou bien pendant la durée de la validité de la concession si celle-ci ne fait pas l'objet d'une réattribution, les ouvrages et installations établis par le concessionnaire doivent être intégralement démolis. Cette démolition est effectuée à ses frais ou à ceux de ses ayants droit. Le concessionnaire informe le concédant de la date du début d'exécution des travaux de démolition au moins deux mois avant celle-ci.

Pendant ce délai, le concédant peut, s'il le juge utile, notifier au concessionnaire qu'il entend exiger le maintien des ouvrages et installations. Dans ce cas, l'Etat se trouve, à compter de cette notification, subrogé à tous les droits du concessionnaire sur les ouvrages et installations qui doivent lui être remis en l'état et sont incorporés au domaine public sans qu'il y ait lieu à indemnité à ce titre ni à passation d'un acte pour constater le transfert.

En cas de non-exécution de travaux de démolition prévus, il peut y être pourvu d'office aux frais du concessionnaire ou de ses ayants droit après mise en demeure restée sans effet. En tout état de cause, le concessionnaire sortant demeure responsable de ses ouvrages et installations jusqu'à leur démolition complète ou à leur incorporation dans le domaine public maritime en vertu de l'alinéa 3 ci-dessus.

8.2- Les dispositions de l'article 8.1 ci-dessus ne sont pas applicables dans les cas suivants :

- renouvellement au profit du bénéficiaire ou de ses ayants droit (article 7 du décret du 22 mars 1983 modifié)
- concession après vacance dans les cas prévus à l'article 16 du même décret et ayant fait l'objet d'une indemnisation fixée par la commission d'évaluation ;
- substitutions ou transferts prévus aux articles 12 et 14 du décret du 22 mars 1983 modifié.

Article 9 : *Circulation sur le domaine public maritime*

Le concessionnaire a un droit d'accès à sa concession. La circulation et le stationnement d'un véhicule à moteur sur le domaine public maritime sont cependant soumis, pour chaque véhicule, à la délivrance d'une autorisation annuelle par le directeur

départemental des affaires maritimes. Cette autorisation est exclusivement réservée aux besoins de l'exploitation et pour le seul accès à la concession.

Article 10 : *Impôts, frais de timbre et d'enregistrement*

9.1 - IMPOTS

Le concessionnaire supporte seul la charge de tous les impôts et taxes auxquels est ou pourrait être assujettie la concession.

9.2 - FRAIS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Les droits fiscaux de timbre, d'enregistrement ou autres portant éventuellement sur le présent cahier des charges sont à la charge du concessionnaire.

Article 11 : *Droits des tiers*

Tous droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 :

Le directeur interdépartemental des affaires maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Arras, le

16 MAR. 2007

Le Préfet,

Bernard FRAGNEAU

Pris connaissance, le 27 MAR 2007
du présent arrêté accordant une (1) concession



ANNEXES A L'ARRETE DE LA CONCESSION N° 44 N

ANNEXE I -

DESCRIPTION DES OUVRAGES EN PLACE A L'ENTREE EN JOUISSANCE DU CONCESSIONNAIRE

OUVRAGES APPARTENANT A L'ETAT (1)	REFERENCE : ARTICLE 2	
	AUTRES OUVRAGES (1)	DATE D'EXPIRATION DE LA PERIODE D'AMORTISSEMENT

ANNEXE II -

DESCRIPTION DES OUVRAGES AUTORISES A ETRE IMPLANTES SUR LA PARCELLE

DESCRIPTION DES OUVRAGES (1)	REFERENCE : ARTICLE 3		
	COUTS ET AMORTISSEMENTS PREVUS	DATE D'EXPIRATION DE LA PERIODE D'AMORTISSEMENT	CONTRAINTES PARTICULIERES

ANNEXE III -

DESCRIPTION DES CONTRAINTES ET DROITS DE PASSAGE

- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES -

REFERENCE : ARTICLE 5 - 6

MISE SUR LE MARCHÉ

- Les coquillages provenant de zone B peuvent être récoltés mais ne peuvent être mis sur le marché pour la consommation humaine qu'après avoir subi un traitement dans un centre de purification associé ou non à un reparcage, soit à un reparcage, soit une cuisson pour la mise en conserve.

BALISAGE

- Les concessions de cultures marines sont soumises à une obligation de balisage, conformément aux dispositions réglementaires applicables en matière de signalisation maritime et selon les directives du service des phares et balises et de la navigation. Lorsqu'elles ne sont pas matérialisées par des ouvrages émergeant aux plus hautes mers, les limites des parcelles concédées sont fixées par des marques de bornage et de repérage dont l'établissement et l'entretien sont à la charge des concessionnaires. Ces marques, placées à chacun des angles de concessions ou à chaque extrémité des lignes concédées, sont formées d'éléments d'une bonne tenue mécanique et d'une nature homogène selon les secteurs, et sont établies en accord avec le service des phares et balises et de la navigation. Conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 22 novembre 1983, les frais d'établissement, d'entretien et de fonctionnement des marques de signalisation maritime sont à la charge du concessionnaire.

- Le numéro matricule de chaque concession est inscrit sur une borne, un repère ou une bouée régulièrement entretenus, placés à son sommet nord-est, de telle sorte que l'identification en soit aisée. Des dispositions dérogeant au principe de la localisation du numéro matricule au sommet nord-est de la concession peuvent être appliquées si les circonstances l'exigent, et après accord du chef du quartier des affaires maritimes.

(1) PRECISER NOTAMMENT S'IL S'AGIT :

DE TERRE-PLEINS, DE CONSTRUCTIONS COMPORTANT DES AMENAGEMENTS SPECIAUX (BUREAUX, MAGASINS), D'AUTRES CONSTRUCTIONS.

EXTRAIT DU CADASTRE - CONCESSION N° 44 N
 ECHELLE 1/50 000 (1 MILLIMÈTRE POUR 50 METRES)

Extrait de la carte IGN n° 2202
 Echelle: 1/50.000

